

## Pression pour l'exclusivité d'une marque de commerce

Référence : Michaud, H. « Le consortium Gaspé Cured réclame l'exclusivité de sa marque de commerce. » *Le Soleil*, 16 août, 1994.

Mots clés : protection; pression; marque de commerce.

### Contexte :

Un consortium regroupant cinq usines gaspésiennes fait pression auprès du ministère des Pêches et Océans pour qu'il leur accorde l'exclusivité d'utilisation de leur marque de commerce.

### Problème identifié :

Le consortium d'usines offre des produits traditionnels salé-séché portant l'appellation du consortium comme marque de commerce. Or, lors d'une visite à l'un de leurs clients, un des membres du consortium a trouvé des boîtes de produits salé-séché identifiées par leur marque de commerce, mais provenant d'un autre fournisseur.

### Causes du problème :

Depuis quelques années, des produits similaires ont été mis sur le marché provenant d'autres fournisseurs, mais selon le consortium ces produits sont de qualité inférieure. Ces produits créent de la confusion auprès des consommateurs qui se désintéressent de plus en plus de ce type de produit.

### Objectifs à atteindre :

Depuis plusieurs années, le consortium voulait obtenir l'exclusivité d'utilisation de leur marque de commerce afin d'éviter que d'autres compagnies utilisent cette marque pour vendre des produits de qualité inférieure, mais le ministère n'avait toujours pas accepté leur demande.

### Solution envisagée :

Les usines voulaient obtenir une rencontre avec le ministre des Pêches et Océans et ses fonctionnaires en vue de faire pression auprès d'eux pour qu'ils acceptent enfin de leur accorder l'exclusivité d'utilisation de leur marque de commerce.

### Mise en œuvre de la solution :

Tout d'abord, le consortium a envoyé au ministère un dossier expliquant les faits entourant leur demande ainsi que leurs revendications. Par ailleurs, le consortium avait l'appui d'une association de pêche et de deux chambres de commerce qui dénonçaient les pratiques d'imitation des produits offerts par les usines.

### Résultats atteints :

Trois semaines après l'envoi de leur dossier au ministère, le consortium n'avait reçu aucun accusé de réception ainsi qu'aucun commentaire de leur part.